



Aujourd'hui est convoqué un Comité Technique Local, avec à l'ordre du jour les suppressions d'emplois à la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFiP) du VAL-DE-MARNE.

Si 40 suppressions d'emplois nous avaient initialement été annoncées début décembre, c'est finalement 52 suppressions que subira notre département en 2021 !

Plus de 600 emplois ont été supprimés en 10 ans à la DDFiP du VAL-DE-MARNE (soit l'équivalent de la totalité des effectifs de l'ex-Trésor public du 94), alors même que la population ne cesse de croître, ainsi que ses besoins.

Depuis des années, la DGFIP absorbe la grande majorité des suppressions d'emplois dans la fonction publique. Les services d'accueil sont exsangues : les usagers et contribuables sont de plus en plus souvent à bout de nerfs et de nombreux collègues sont en souffrance.

En effet, depuis des années, les agents surcompensent ces suppressions d'emplois par leur investissement, leur conscience professionnelle et leur attachement à rendre un service public de qualité. Cela s'est confirmé depuis le début de la crise sanitaire, où les agents de la DDFiP ont été particulièrement mobilisés.

Et comment sont-ils remerciés ?

- Par le refus de la Direction générale de stopper, ou tout au moins de suspendre, la mise en œuvre de son projet de NRP (« Nouveau Réseau de Proximité »), projet que les agents refusent en masse.

Le projet local NRP prévoit notamment la fermeture de toutes les Trésoreries du VAL-DE-MARNE (13 trésoreries) d'ici 2022. À la place, cinq services de gestion comptable (SGC), qui n'auront pas vocation à recevoir du public, vont être créés.

Le conseil aux élus locaux va également se complexifier par la création d'un poste de conseiller aux décideurs locaux, en plus du comptable public.

Plusieurs SIP (Service des Impôts des Particuliers) et SIE (Service des Impôts des Entreprises) vont aussi fermer d'ici 2 ans.

Aussi, après la fermeture de plusieurs services d'accueil l'an dernier, les Trésoreries de FRESNES, VILLIERS et VITRY mais aussi le SIE de VINCENNES vont fermer cette année. Et après ? Plusieurs missions de ces services fusionnés seront probablement délocalisées en province d'ici deux ou trois ans, dans le cadre national de la « démétropolisation ».

- Par l'entêtement des hauts cadres à continuer de penser que les « Maisons France Service » (qui seront financées en partie par les collectivités locales et non plus uniquement par l'État) vont pouvoir remplacer des services publics de pleine compétence.
- Par l'idée fixe de chasser le public de nos accueils physiques et de les orienter systématiquement vers internet.
- Par le refus d'accepter les paiements en espèces à nos accueils, comble pour une administration dont l'une des missions essentielles est de recouvrer l'impôt !

L'intersyndicale, CGT Finances publiques 94, Solidaires Finances publiques 94 et FO Finances publiques 94 refuse de participer à cette mascarade et ne participera pas au CTL de ce jour.

En revanche, nous exigeons :

- L'arrêt des suppressions d'emplois ;
- Le pourvoi de tous les postes vacants ;
- L'arrêt des restructurations et des fermetures de services ;
- Le maintien du réseau actuel ;
- L'arrêt de la privatisation de nos missions ;
- Une réelle prise en compte des conditions de travail des agents ;
- Un service public gratuit, de proximité et de qualité.